



*Ceci n'est pas une mère dans la détresse.
C'est une femme qui alphabétise les enfants de Bogotá.*

Le Sud mérite mieux que nos clichés.
Donnez votre confiance en soutenant les projets nés là-bas.

ccfd-terresolidaire.org



COMITÉ CATHOLIQUE CONTRE LA FAIM
ET POUR LE DÉVELOPPEMENT - TERRE SOLIDAIRE

4, rue Jean-Lantier - 75001 Paris
01 44 82 80 00 - ccfd-terresolidaire.org



POUR UNE TERRE SOLIDAIRE

ccfd-terresolidaire.org

LA FAIM/P6

GOUVERNANCE
ALIMENTAIRE MONDIALE :
ÉTAT DES LIEUX

L'ÉCONOMIE/P8

RÉFORMER L'ÉCONOMIE
AU SERVICE DE L'HOMME :
QUELLES AVANCÉES ?

LES DROITS/P10

DIGNITÉ HUMAINE :
**DES CHIFFRES
ACCABLANTS**

LE PORTFOLIO/P12

Dans un
même élan

Michel,
Monique,
Cécile,
Luc,
Marie,
Pierre,
Joël,
Florence

LA RENCONTRE/P4

Quand
**Nord et
Sud** se
rencontrent



QUI SOMMES-NOUS ?

Depuis 1961, le CCFD-Terre Solidaire soutient, chaque année, près de 500 projets de partenaires au Sud, au sein de relations pérennes.

1964 – Appui à la création de la 1^{re} coopérative agricole au Pérou. Dès le départ nous décidons de soutenir des projets conçus et réalisés par les populations locales. Nous n'envoyons pas d'expatriés « faire à leur place ».

1980 – Les bénévoles du CCFD-Terre Solidaire soutiennent la résistance du peuple polonais face au communisme par l'envoi de convois alimentaires.

1981 – Le CCFD-Terre Solidaire est la seule organisation catholique française engagée contre l'apartheid et le racisme en Afrique du Sud.

1983 – Nous inventons la finance solidaire et créons le premier Fonds commun de placement, dédié au partage avec les plus pauvres. L'épargne solidaire est née et cette activité sera portée par la SIDI (Solidarité internationale pour le développement et l'investissement), filiale du CCFD-Terre Solidaire, qui facilite le microcrédit dans le monde.

1984 – Le CCFD-Terre Solidaire donne une impulsion décisive au commerce équitable en France, en participant à la création du label « Grande Cause Nationale » au CCFD-Terre Solidaire.

1985 – Grande mobilisation de l'association contre la famine en Éthiopie.

1993 – Le Gouvernement français décerne le label « Grande Cause Nationale » au CCFD-Terre Solidaire.

1996 – La campagne contre les mines antipersonnel, portée par plusieurs associations dont le CCFD-Terre Solidaire reçoit le Prix Nobel de la Paix.

2004 – 70 000 Français s'engagent dans la campagne « L'Europe plume l'Afrique » pour défendre le petit élevage en Afrique.

2006 – Après le tsunami en Asie, le CCFD-Terre Solidaire s'engage dans la reconstruction de l'économie locale avec ses partenaires et reçoit un satisfecit de la Cour des comptes pour sa gestion.

2009 – Rapport sur les « Biens mal acquis » : bilan courageux des détournements financiers (avoirs et aide au développement) opérés par plusieurs chefs d'État dans le monde.

2010 – Campagne « Aidons l'argent à quitter les paradis fiscaux » et grande mobilisation contre ces trous noirs de la finance internationale.

1^{re} association française de développement et de solidarité

20 000 projets soutenus depuis notre création

500 associations partenaires sur quatre continents

15 000 membres bénévoles

1 100 équipes locales en France

350 000 donateurs actifs

ÉDITO

Se demandant après la guerre, comment lui et tant d'autres, hommes et femmes, avaient été capables de se lever et de résister, Camus répondait : « Nous sommes rentrés en nous-mêmes et nous avons découvert l'inacceptable. »

Oui, c'est la découverte de l'inacceptable qui nous met en route et, il est inacceptable que 1 milliard d'êtres humains souffrent de la faim ; que plus de 250 millions d'enfants soient traités en esclaves ; que plus de 150 millions de migrants ne soient pas reconnus comme des personnes ; que plusieurs millions d'hommes, de femmes et d'enfants soient déshumanisés. C'est contre cet inacceptable que le CCFD-Terre Solidaire lutte, depuis 50 ans, au nom d'un monde qui reconnaisse la primauté de la personne humaine. Notre lutte est-elle couronnée de succès ? Il faudrait être aveugle pour ne pas voir que le nombre d'hommes, de femmes et d'enfants en sous-nutrition s'est accru ces 10 dernières années. Mais il faudrait aussi être sourd pour ne pas entendre la voix de tous ceux, de plus en plus nombreux, qui appellent à la transformation du monde, en s'appuyant sur la foi en « la valeur et la dignité de la personne humaine » proclamée par la Déclaration universelle des droits de l'homme. Oui, avec nous, avec vous, ces hommes et ces femmes du monde entier sont capables de relever ceux que la famine, l'exclusion, l'humiliation jettent à terre. Devenir capable de relèvement, d'incarner une Bonne Nouvelle, tel est le rendez-vous auquel tous, nous sommes conviés. Il reste beaucoup à faire sur de nombreux fronts, mais il y en a un sur lequel nous gagnons à tous les coups : c'est celui de la reconnaissance de la personne chaque fois que nous créons un partenariat, une alliance. Et dans cette reconnaissance mutuelle résident notre espérance et notre joie. J'invite chacun à se laisser habiter par cette joie exigeante et contagieuse de l'engagement, quelles que soient les formes qu'il peut prendre, en fonction des affinités et des contraintes de chacun.

Guy Aurenche

Président du CCFD-Terre Solidaire

AGIR POUR UNE TERRE SOLIDAIRE

Pour les 15 000 bénévoles du CCFD-Terre Solidaire, il importe peu que nous soyons la première association française de développement et de solidarité internationale. Ils sont d'abord motivés par la certitude que les injustices de ce monde ne sont pas une fatalité et qu'il revient à chacun de se mobiliser, si nous voulons une terre solidaire et juste où prévaut la dignité de l'homme. Cet objectif ambitieux repose sur des convictions et des principes.

CONVICTION PREMIÈRE : LES PAUVRES ONT DES IDÉES

Le CCFD-Terre Solidaire n'a jamais fait « à la place » de ces hommes et ces femmes qui sont dans la misère, mais « avec eux », qui sont les mieux placés pour développer leurs propres projets. Il n'y a donc pas d'expatriés au CCFD-Terre Solidaire mais 500 partenaires dans les pays du Sud, avec lesquels nous développons des programmes sociaux, économiques ou éducatifs, qui visent une transformation sociale. Pêcheries, ateliers d'artisanat, coopératives agricoles : nous appuyons des projets qui peuvent toucher des milliers de personnes, depuis plusieurs décennies, et d'autres plus récents, parfois aussi plus confidentiels.



TOUT EST LIÉ

Il ne suffit pas d'aider un agriculteur à accéder à la terre, à avoir de bonnes semences et une bonne irrigation. Encore faut-il que le prix d'achat de ses céréales soit correct, que des routes lui permettent d'aller vendre ses produits, et que les produits subventionnés de nos pays ne le concurrencent pas indûment. C'est pour cela que nous encourageons la création de coopératives ou d'associations, afin d'influer sur les autorités locales, nationales, voire même internationales, et pour peser sur les décisions essentielles comme les règles du commerce mondial.



ÊTRE JUSTE PLUTÔT QUE FAIRE LA CHARITÉ

En participant à la création du label Max Havelaar et en appuyant le lancement des boutiques Artisans du Monde, nous avons donné l'impulsion au commerce équitable en France : aujourd'hui, des milliers de paysans dans le monde vivent de leur travail et plus des subventions. De même, en lançant l'épargne solidaire en France en 1983, il ne s'agissait pas uniquement de permettre aux Français de placer leur argent de façon éthique. Le CCFD-Terre Solidaire voulait que cette épargne établisse un autre type de contrat entre les porteurs de projets et nous. Des milliers de petits prêts ont ainsi pu être proposés à ceux qui n'ont pas accès à la finance classique. Avec la microfinance s'instaure une relation responsable, qui n'a plus rien à voir avec l'assistanat.

ASSOCIER LES CITOYENS

Plus de 15 000 personnes en France, pleinement engagées au CCFD-Terre Solidaire, sont porteuses de son destin. Tous les cinq ans, elles sont invitées à définir ses orientations. C'est une formidable stimulation et un incroyable moment d'évaluation de nos actions et de remise en question. Partout en France, les bénévoles font battre le cœur de notre mobilisation en allant à la rencontre de

tous, dans les écoles ou dans la rue, pour informer, sensibiliser, interpellé sur nos sujets. Chacun vient avec le temps et l'énergie dont il dispose... dans l'enthousiasme et la convivialité.

LES HOMMES SONT AUSSI ÉGAUX DANS LA MISÈRE

Nos 350 000 donateurs actifs le savent bien : au CCFD-Terre Solidaire, ils ne choisissent pas « leurs pauvres ». Avec le principe de don à un « pot commun », le CCFD-Terre Solidaire met en avant ce qui nous rassemble, dans la chaîne de solidarité, et non pas les motivations particulières, qui souvent conduisent un donateur à privilégier tel ou tel bénéficiaire. Les situations d'urgence échappent évidemment à cette règle.



Comité exécutif du CCFD-Terre Solidaire
4, rue Jean-Jaurès - 75001 Paris
01 44 83 80 00 - ccfid-terresolidaire.org

Document conçu par la direction des relations donateurs : Pierre Laurent
Conception et réalisation : Euro RSCG C&O
Rédaction : La Compagnie d'écriture - Philippe Blanchard
Crédits photo : CCFD-Terre Solidaire - Godong - Photo Non Stop - Getty Images.
Illustration page 16 : Martin Hargreaves.
Impression : Imprimerie Jean-Bernard - Document imprimé sur papier Cyclus print 115 g



Le GOÛT DES AUTRES

L'une est indonésienne, psychologue, et fondatrice de l'association Sunspirit for Justice and Peace. L'autre est français, étudiant en économie et bénévole au CCFD-Terre Solidaire. Ils se sont rencontrés en juin à Paris : leur communauté d'engagement, leur goût de l'autre, leur gentillesse et leur modestie ont pesé plus lourd que toutes leurs différences.

Tamara : Mon premier engagement remonte à mes années de fac, à Jakarta : j'étais bénévole au Comité justice et paix. En 2005, j'ai fait partie de la première équipe envoyée par le comité à Aceh, pour évaluer les besoins après le tsunami de 2004⁽¹⁾. Les problèmes dépassaient de loin la zone côtière sinistrée, et avec trois camarades, nous avons fondé Sunspirit. Nous voulions aller à l'intérieur des terres, essayer d'apporter des réponses aux problèmes nés du long conflit qui avait déchiré la région, entre l'armée indonésienne et le mouvement séparatiste « Pour un Aceh libre⁽²⁾ ». Nous ne voulions plus nous présenter comme des « assistants » mais agir en partenariat avec la communauté, dans une approche similaire à celle du CCFD-Terre Solidaire.

TRAVAILLER EN PARTENARIAT

Marc : Mon itinéraire est moins impressionnant que le tien. Mon engagement est dans la continuité naturelle de mes activités de jeunesse : j'entendais parler du CCFD-Terre Solidaire dans mon milieu social et j'ai commencé à y travailler bénévolement à Grenoble, où je faisais des études de philosophie et d'économie. J'ai passé mon année de licence en Inde, dans une fac près de Pondichéry. J'y ai eu des contacts avec les Missions étrangères de Paris, qui ont une vision proche de celle du CCFD-Terre Solidaire : former des gens dans une perspective d'autonomie, avec un grand respect pour leur langue et leur culture. Après l'Inde, je suis rentré passer un master de statistiques et je suis venu à Paris pour écrire une thèse de doctorat sur la politique monétaire des pays émergents.

Tamara : Tu n'es jamais venu en Indonésie ?

Marc : Non. C'est ça l'économie universitaire : une approche fondée sur des modèles mathématiques ! (Rires)

UN ENGAGEMENT TOUT NATUREL

Tamara : Après mes études de psychologie de bureau ou de traduction qui ne correspondaient pas non plus à mes préoccupations. J'ai été élevée dans une famille qui place l'idéal et les valeurs humaines au-dessus de l'argent. J'avais 24 ans, j'étais libre, je n'avais rien à perdre : c'était facile. Mon engagement a été tout naturel. Je n'ai pas de mérite.

Marc : Moi non plus, j'ai retrouvé le CCFD-Terre Solidaire à Paris par l'intermédiaire d'amis qui y étaient engagés. Quand je te dis qu'il est très présent dans mon milieu ! Et ma famille comprend bien. Mon père et un de mes frères sont impliqués dans les affaires locales, comme maire et comme conseiller municipal. Chez moi, on a la conviction que participer à la vie publique est un devoir.

Tamara : Mon père a fait partie des gens qui ont construit le pays, après l'indépendance. Il a été député et ma mère travaille pour le ministère du Tourisme. Je les ai beaucoup accompagnés sur le terrain. C'est peut-être là que s'ancre ma conviction qu'il faut reconnaître et respecter les talents propres aux gens et leur façon de vivre et de se développer, même s'ils ne sont pas conformes à des prétendus « critères de développement », qui nous sont imposés de l'extérieur.

RESPECTER LES TALENTS PROPRES AUX GENS

Tamara : Les gens avec qui je travaille ne se considèrent pas comme « pauvres », même s'ils le sont selon les critères officiels. Ils ont assez pour manger et pour vivre, mais la raison de leur pauvreté est qu'ils n'entrent pas dans les systèmes de normes qui leur

permettraient de valoriser leur travail. Or, c'est très dangereux. Prends la révolution verte, par exemple. Les paysans ont rompu avec leurs modes de culture, ils se sont

appauvris et sont devenus dépendants du prix des engrais et des cours mondiaux. Résultat, ils n'ont parfois même pas de quoi acheter leur nourriture. Nous essayons de leur faire voir que la façon traditionnelle de travailler est plus durable, que ce n'est pas une régression. À Aceh, Sunspirit a formé plus de 300 paysans à l'agriculture durable : les techniques de base de l'agriculture biologique et la fabrication d'engrais, d'insecticides et de pesticides biologiques.

QUI SONT-ILS ?

Tamara Soukotta
Issue d'une famille d'enseignants et de fonctionnaires de la province du Nusa Tenggara Timur, Tamara découvre de bonne heure son goût des autres, en accompagnant son père dans les villages, et sa mère dans ses visites d'inspection des sites touristiques. Étudiante, elle est confrontée à la violence des hommes dans sa province natale et à celle des éléments avec le tsunami qui frappe la côte ouest. Elle s'engage au sein du Comité pour la justice et la paix, avant de fonder Sunspirit for Justice and Peace.

1997 – Étudie la psychologie à Jakarta.

1999 – Émeutes au Timor.

2004 – Tsunami à Aceh, à la pointe nord de l'île de Sumatra.

2005 – Création de l'association Sunspirit for Justice and Peace.

Marc Pourroy
Avec un père et un frère engagés dans la gestion municipale, Marc vit naturellement l'engagement public comme un prolongement des valeurs familiales. Il a rencontré le CCFD-Terre Solidaire à l'université, à Grenoble, où il a commencé à participer à son action. Il le retrouve à Paris, où il est venu faire sa thèse d'économie, et s'y engage comme bénévole, se consacrant à l'éducation au développement.

2005 – Étudie l'économie et la philosophie à Grenoble.

2007 – Termine sa licence, au cours d'une année en Inde, à Pondicherry Central University.

2008-2009 – Master d'économie à Paris.

2010 – Thèse en cours sur les politiques monétaires des pays en développement.

Une même VISION DU DÉVELOPPEMENT

Marc : En fait, ton approche est très moderne, bien qu'elle défende des modes traditionnels de production : tu encourages l'agriculture biologique, la production de biogaz pour lutter contre la déforestation. Tu es dans le développement durable avec ta vision : les gens doivent revaloriser leur façon de faire, même si ce n'est pas la même que celle des pays du Nord, et c'est à eux de décider ce qui est bon pour eux. C'est là où nos visions du développement se rejoignent. Au fond, nous avons le même métier ! Toi, tu travailles sur l'image que les Indonésiens ont du développement des pays du Nord et moi, avec le CCFD-Terre Solidaire, je travaille sur l'image que les gens du Nord ont de vous. Quand je fais de l'éducation au développement, je cherche à combattre nos clichés. Quand des gens partent pour un projet humanitaire, je les aide à l'inscrire dans la réalité locale. J'essaie de leur faire comprendre qu'apporter du matériel ne sert à rien si personne ne sait s'en servir, et que ça risque même de causer des dégâts dans la perception que les gens ont d'eux-mêmes.

PORTEURS DE SAGESSE

Tamara : Pour moi, ce qui est formidable, c'est de rencontrer des gens qui sont porteurs d'une sagesse, qui n'est pas enseignée dans les études dites « supérieures », et qui donne sens à leur vie. J'ai rencontré des combattants qui avaient une réputation de guerriers insensibles et j'ai découvert des êtres humains sincères et sensibles, qui se battaient simplement pour survivre. Il n'y avait chez eux ni dureté ni cruauté. J'ai rencontré des gens qui utilisaient, sans rien dire, leurs dernières gouttes d'eau pour nous offrir un café quand nous venions dans leur village, pour nous honorer. Ils partageaient le peu qu'il leur restait, simplement, sans même le faire remarquer. Je peux te dire qu'à chaque fois, c'est une grande leçon d'ouverture et de modestie. Des moments comme ceux-là me nourrissent, me rechargent et me donnent envie d'aller plus loin.

Marc : Je comprends. Quand, après une journée de formation où j'ai vraiment beaucoup donné, les jeunes adultes avec qui j'ai travaillé viennent me dire qu'ils ne voient plus les choses comme avant, ça me touche et ça nourrit aussi mon envie de continuer.

(1) Aceh a été le point le plus près de l'épicentre du tremblement de terre du 26 décembre 2004 qui, suivi d'un tsunami, a causé d'immenses dégâts humains et matériels dans la province.

(2) Un accord de paix a été conclu en août 2005 après 30 années de conflit.

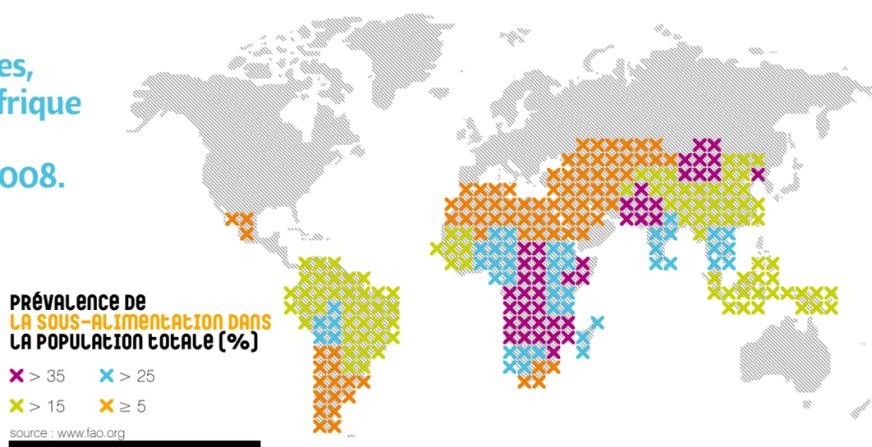
PARADOXE
N°1

70 % DES PERSONNES QUI SOUFFRENT DE LA FAIM DANS LE MONDE SONT DES PAYSANS, ÉLEVEURS, AGRICULTEURS DES PAYS DU SUD.

NOTRE
RÉPONSE

DÉVELOPPER L'AGRICULTURE LOCALE

Aujourd'hui, 925 millions de personnes sont sous-alimentées, principalement en Asie et en Afrique subsaharienne. Elles étaient 850 millions avant la crise de 2008. Il faut ajouter le milliard de personnes qui souffrent de malnutrition, c'est-à-dire de déséquilibre de leur ration alimentaire, manque de vitamines, de micronutriments...



UNE SITUATION DE DÉPENDANCE ALIMENTAIRE

En Afrique subsaharienne, le tiers de la population ne mange pas à sa faim. Et pourtant, le continent dispose, du fait de ses terres et de ses fleuves, d'un potentiel agricole considérable, loin des clichés sur l'aridité des sols et le manque de pluie. Ce paradoxe est la conséquence de la libéralisation des échanges agricoles, qui a mis en compétition les agricultures familiales avec les agricultures hautement intensives de nos pays, favorisant ainsi l'exportation à bas prix d'excédents agricoles vers le Sud. En parallèle, dans le cadre des politiques de la Banque mondiale

et du Fonds monétaire international, les pays du Sud ont été encouragés à se spécialiser dans les productions agricoles d'exportation comme le coton, le cacao, l'arachide ou le soja. De ce fait, ils sont devenus dépendants des importations et se sont trouvés dans l'incapacité de réagir en cas de hausse brutale des cours mondiaux, comme on l'a vu en 2008.

QUI VEUT, PEUT

Les chiffres de la faim dans le monde dressent un constat d'échec : les Nations unies se sont engagées à ramener à 420 millions, en 2015, le nombre de personnes souffrant de la faim. Cet échec nous force à nous questionner.

Un agriculteur qui n'a pas accès à la terre, c'est un agriculteur à qui l'on coupe les bras. Nous le savons en France, depuis 250 ans.

Le monde est-il dans la capacité de se nourrir ? Comment les États pourraient-ils investir davantage dans l'agriculture ? En Afrique, en effet, les paysans produisent 30 % de la richesse, mais ne bénéficient que de 4 % des budgets nationaux en investissement ! Et pourtant, comme le montre l'exemple du Malawi, la volonté politique peut venir à bout de la prétendue fatalité de la sous-alimentation : suite à la récolte catastrophique de 2005, ce pays a décidé de mettre à la portée de petits agriculteurs des semences de haute qualité et des engrais. Résultat, le Malawi a pu nourrir sa population malgré la crise alimentaire et même devenir exportateur de maïs. Pas de miracle ici, mais une volonté politique exemplaire.

La faim est le résultat de plusieurs facteurs : des règles économiques défavorables aux pays du Sud, le sous-investissement de ces pays dans l'agriculture et le désintérêt des élites pour une question considérée comme peu stratégique. Or, c'est le développement de l'agriculture locale qui permettra de nourrir les 9 milliards d'habitants en 2050. Il est donc vital de donner aux paysans l'accès à la terre, de soutenir le développement des coopératives qui organisent l'aménagement des systèmes d'irrigation, l'achat et la distribution de semences et d'engrais et le stockage des récoltes pour réguler les prix et enfin, de protéger les marchés locaux.

SOUTENIR LES ORGANISATIONS DE PRODUCTEURS

Le partenariat noué avec le Mouvement pour une alliance paysanne au Togo (MAPTO) témoigne de l'efficacité de cette démarche. Le CCFD-Terre Solidaire a fait le pari de l'avenir, en soutenant les jeunes agriculteurs, qui ont ainsi pu apprendre très vite à décider collectivement, à gérer un budget de fonctionnement, à programmer des études, des formations et des échanges. Aujourd'hui, MAPTO gère un stock de sécurité alimentaire de 15 000 tonnes de céréales, en partenariat avec le gouvernement, qui lui garantit en retour un prix d'achat rémunérateur. Pari gagné : les petits paysans togolais sont devenus les acteurs de leur développement.

AGROCARBURANTS CONTRE ALIMENTATION

Lutter contre la faim, c'est aussi sensibiliser l'Europe au scandale que constitue l'augmentation massive des surfaces arables dédiées aux agrocarburants. Ainsi, les bénévoles du CCFD-Terre Solidaire se sont mobilisés au travers d'une grande campagne « Les agrocarburants, ça nourrit pas son monde » pour faire



prendre conscience que le développement de cette monoculture d'exportation entraînerait la disparition des petits agriculteurs locaux et la fin des cultures vivrières. L'action de sensibilisation s'est prolongée par une démarche de plaidoyer auprès des conseils régionaux. Suite aux premiers succès, le CCFD-Terre Solidaire a interpellé le gouvernement français. Résultat, le mythe des agrocarburants a commencé à faiblir dans toute l'Europe.

NOS
PRO-
JETS

En 2009,
14 %
des
initiatives

concernaient des
projets agricoles
et alimentaires
pour 2,3 millions
d'euros de
budget.

Avec
12 000
membres

MAPTO est
la première
organisation
paysanne du
Togo.

6 000
agricul-
teurs
brésiliens

bénéficient
aujourd'hui
des milliers de
banques de
semences créées
en vingt ans par
l'ONG AS-PTA.

Vingt-cinq ans d'histoire commune au Laos



Au Laos, pauvres parmi les pays pauvres d'Asie du Sud-Est, le CCFD-Terre Solidaire est partenaire de l'Association pour le soutien au développement des sociétés paysannes (ASDSP). Créée en 1986, elle a été le premier signe d'une société civile indépendante sous un régime politique autoritaire.

Des paysans solidaires

En développant l'irrigation par la technique des « gabions », barrages faits de pierres et de fils de fer, l'association paysanne a su rendre la région montagneuse de Kasi excédentaire en riz, en arachides, en pastèques et en maïs. Fort de ce premier succès, l'ASDSP a développé la production de pamplemousses, d'oranges et de tamarins, pour les transformer en pâtes de fruits et en confitures dans la nouvelle usine de Lao Farmer Products. Vendus sur les marchés locaux et à l'exportation, ces produits du commerce équitable apportent aux familles un revenu souvent égal à deux fois le smic laotien. Les bénéfices financent aujourd'hui les projets éducatifs et sanitaires de leur communauté.

Un partenariat étroit et confiant

Depuis 1986, le CCFD-Terre Solidaire et sa filiale la SIDI, spécialisée dans la promotion des initiatives économiques, entretiennent une relation forte avec un réseau d'entreprises solidaires soutenues par l'ASDSP : ensemble, en leur donnant accès à des moyens financiers jusqu'alors inaccessibles, ils leur ont permis de lancer leurs premières actions. Cette initiative a abouti à la création du premier réseau de microfinances dans le pays ! Fort de ce succès, le CCFD-Terre Solidaire accompagne depuis 2008 des communautés paysannes de la région de Phousanh Noy, en relançant des plantations d'un thé très ancien et d'excellente qualité.

Nos réussites

- EN GUINÉE, L'APPUI AUX COOPÉRATIVES AGRICOLES A PERMIS À 20 000 PAYSANS D'ACCROÎTRE LEURS REVENUS DANS UN CONTEXTE DE CRISE ALIMENTAIRE RÉCURRENT.
- EN AFRIQUE DU SUD, LE RENFORCEMENT DES ASSOCIATIONS DE FERMERS A PERMIS LA RÉAPPROPRIATION DE PLUS DE 30 000 HECTARES.

POUR EN SAVOIR + | ccfd-terresolidaire.org



LUTTER CONTRE LA DISPARITION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE

Au Brésil, la Commission pastorale de la terre (CPT) de la conférence épiscopale, évalue les progrès, les défis et impasses de la réforme agraire en 2010, année qui clôt ce que l'on a appelé « l'ère Lula ».

« Après cette année 2010, qui met fin à deux mandats du président Lula, les défis et les impasses de la réforme agraire n'ont pas été surmontés. En 2010, nous notons une réduction de 44 % du nombre de familles installées, paysans sans terre

bénéficiant d'un programme de redistribution de terres agricoles, par rapport à 2009 et une réduction de 72 % du nombre d'hectares prévus pour la réforme. L'INCRA, organe gouvernemental chargé de la réforme agraire, est devenu encore plus inefficace avec un budget réduit de près de moitié en un an. Les chiffres sont révélateurs : la réforme agraire n'a pas été une priorité du gouvernement fédéral. Elle devait être un projet national et de développement durable, elle est devenue un programme précaire

d'installations, à des niveaux bien éloignés des réelles demandes des hommes et des femmes de la campagne. »
La CPT regrette que « la réforme agraire n'ait jamais été faite au Brésil » et adresse à Dilma Rousseff, nouvelle présidente du Brésil, ses revendications en faveur d'un modèle basé « sur la production paysanne, d'une limitation des superficies de propriété foncière, de l'adoption d'un projet constitutionnel de confiscation des terres des esclavagistes... ».

PARADOXE
N°2

CE SONT LES PAYS PAUVRES QUI FINANCENT LE DÉVELOPPEMENT DES PAYS RICHES.

Le pillage des richesses des pays du Sud n'a pas cessé : minerais et pétrole sont toujours détournés par nos pays, et les terres agricoles arables accaparées par des investisseurs étrangers.

UNE MONDIALISATION TRÈS ORIENTÉE

« L'ouverture des marchés est la condition indispensable au développement des pays pauvres » : tel est le credo des institutions financières internationales. Plus les produits circulent librement, plus ils bénéficieront au développement de toute la planète. Mais les pays pauvres sont au final les grands perdants de cette aventure. Comment le poulet ivoirien de petite production pourrait-il résister au poulet industriel français largement subventionné ? La fameuse ouverture des marchés facilite l'exportation de nos produits agricoles au détriment de ceux des pays du Sud. Ils deviennent alors dépendants de nous, pour tous

leurs besoins vitaux. Ils se retrouvent ainsi très fragilisés face à la spéculation internationale sur les cours des denrées. Le comble du cynisme est atteint avec l'appropriation des terres arables en Afrique et en Asie. L'Éthiopie voit des milliers d'hectares mis en production, tracteurs sophistiqués à l'appui, par et pour... les pays du Golfe !

ACCAPARER LES RICHESSES

Le pillage des richesses concerne aussi les ressources naturelles comme le pétrole, le cuivre, la bauxite, le fer, et bien d'autres encore, dont l'exploitation par les pays pauvres pourrait rapporter les devises nécessaires à leur développement. Le vol de ces ressources par quelques multinationales, bien souvent facilité par

800 milliards d'euros fuient chaque année des pays du Sud, de façon illicite, vers les paradis fiscaux.

Mathilde Dupré,
Chargée de mission, Financement du développement, CCFD-Terre Solidaire

la corruption, gangrène la vie politique et démocratique locale, déjà fragile. Ce pillage s'accompagne en outre d'*optimisation fiscale*, euphémisme qui désigne en fait la fraude ou l'évasion fiscale vers les paradis fiscaux, qui sont les trous noirs de l'économie mondiale et le cancer du développement.

125 MILLIARDS D'EUROS DE RECETTES FISCALES PERDUS CHAQUE ANNÉE PAR LES PAYS PAUVRES

Par des tours de passe-passe comptables, de grandes entreprises réussissent ainsi à faire disparaître les bénéfices sur lesquels elles auraient dû payer des impôts, chez nous comme dans les pays pauvres, pour les faire réapparaître dans des territoires « complaisants » où elles n'ont pas d'activité réelle. Tout le monde y perd sauf les dirigeants dont le profit maximum est le leitmotiv. Et pourtant, ce ne sont pas les niveaux de salaires versés au Mozambique ou au Mexique qui grèvent les résultats de ces multinationales. Dans les « maquilas » du nord du Nicaragua, région productrice de jeans que nous portons, la population locale n'a pas d'autre choix que d'accepter de travailler dans des conditions insalubres, pour un salaire de misère et sans autre droit « social » que celui de se taire.

NOS PROJETS

10 %
des projets

soutenus par le CCFD-Terre Solidaire en 2009 concernaient des initiatives d'économie sociale et solidaire.

350
couturières

du bidonville d'Andheri (Bombay) sont aujourd'hui auto-entrepreneuses, et vendent leurs vêtements en Europe et aux États-Unis.

240
hectares

appartenant à 168 familles paysannes ont bénéficié de la certification « bio » au Guatemala.

850
mutuelles

regroupent 30 000 paysans en République Démocratique du Congo.

NOTRE
RÉPONSE

HUMANISER L'ÉCONOMIE

Il n'y a pas de développement possible de notre planète sans une meilleure régulation du commerce, de l'économie et de la finance, autorisant les pays pauvres à protéger leur marché et leur fiscalité pour répondre à leurs priorités vitales.

INTERPELLER NOS REPRÉSENTANTS

Sans relâche, le CCFD-Terre Solidaire et ses partenaires du monde entier questionnent les représentants politiques dans les instances où se joue l'avenir du monde : sommets des chefs d'État de l'Union européenne, sommet mondial sur la sécurité alimentaire, G8, G20, Nations unies. Nous y réclamons avec opiniâtreté et espoir la réforme des règles du commerce et de la finance. Nous affirmons l'absolue nécessité que les entreprises, grandes ou petites, assument leurs responsabilités sociales, environnementales et fiscales.

SENSIBILISER LES ÉLUS À LA LUTTE CONTRE LES PARADIS FISCAUX

En France, notre mobilisation concernant les paradis fiscaux porte ses fruits auprès des élus des conseils régionaux. En juin 2010, la Région Île-de-France a voté une résolution exigeant de ses banques qu'elles fassent état du détail de leurs activités, non seulement dans les paradis fiscaux,

mais dans chacun des pays où elles opèrent. D'autres Régions françaises s'engagent aujourd'hui, et l'année 2011 marque un tournant dans la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale. Toute l'information est sur le site de la campagne « Aidons l'argent à quitter les paradis fiscaux » : aidonsl'argent.org.

DÉVELOPPER DES ALTERNATIVES PAR UNE CONSOMMATION ÉTHIQUE

En 2009, l'exploitation des travailleurs du textile au Nicaragua a fait l'objet d'une grande campagne de sensibilisation des jeunes, premiers acheteurs de ces jeans produits à bas coût économique mais à fort coût humain, dans les « maquilas », ces zones de non-droit et d'esclavagisme moderne.

INCITER LES ENTREPRISES À CONSTRUIRE UN AUTRE MONDE

Si le consommateur peut influencer sur le cours du monde par des achats responsables et équitables ou par des placements éthiques, il reste aux entreprises à s'engager. Nous interpellons les gouvernements et l'Union européenne afin qu'ils adoptent des règles contraignant les entreprises à quitter les paradis fiscaux et à publier les impôts qu'elles paient pays par pays. Et aussi à respecter les droits de leurs salariés et les normes environnementales en vigueur, ce qui nous permettrait à tous de croire de nouveau dans une économie responsable.



Équateur / Bolivie / Brésil
Latindadd

La dette : qui doit de l'argent à qui ?

Partenaire du CCFD-Terre Solidaire, le réseau sud-américain Latindadd est très engagé sur la question de la dette des pays pauvres.

« Je suis un dictateur des Caraïbes. J'emprunte au FMI de l'argent pour développer mon pays, mais je le détourne à mon profit. » Qui devra rembourser une fois la dictature renversée ? « Je suis une entreprise multinationale de produits chimiques implantée en Inde. Pendant 40 ans je déverse mes rejets toxiques dans la rivière proche. Des milliers d'hommes et de femmes tombent malades, des milliers d'hectares sont improductifs. » Qui paiera les soins et la dépollution ?

Toutes ces questions et beaucoup d'autres, le réseau sud-américain Latindadd les pose afin d'interpeller sur l'injustice de la dette odieuse, de ses impacts sociaux et environnementaux, mais aussi sur la faiblesse de nos mécanismes internationaux de régulation et de gouvernance. L'ère de la mondialisation, de la dépendance des uns envers les autres, appelle de nouvelles visions et de nouvelles solutions. 9 pays d'Amérique latine ont créé une banque régionale en unités de compte sud-américaine, pour réduire l'instabilité monétaire, sortir de la dépendance du dollar américain et lutter contre l'évasion fiscale. Depuis septembre 2009, le *Banco del Sur* fonctionne comme une alternative aux institutions préteuses mondiales, au plus près des réalités économiques et sociales des populations.

Nos réussites

• GRÂCE À LA FINANCE SOLIDAIRE AU LAOS, LAO FARMERS PRODUCTS PRODUIT DES JUS ET DES PÂTES DE FRUITS LABELISÉS « COMMERCE ÉQUITABLE ».

• ORGANISATION DYNAMIQUE DE FINANCEMENT POPULAIRE, LE KNFP A PERMIS À DES MILLIERS DE FAMILLES DE DÉVELOPPER UNE ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE EN HAÏTI.

TOP 10 DES PARADIS FISCAUX Source : Tax Justice Network - 2009
www.financialsecrecyindex.com/map/StatPlanet.html



POUR EN SAVOIR + ccfd-terresolidaire.org

PARADOXE
N°3

LA LOI SE RANGE DU CÔTÉ DES PUISSANTS AU LIEU DE DÉFENDRE LES POPULATIONS VULNÉRABLES, QUI ONT BESOIN DE SA PROTECTION.

Malgré la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, la dignité humaine n'est toujours pas au cœur du projet de civilisation. Ces droits se gagnent millimètre par millimètre et avec opiniâtreté, avec les citoyens de tous les pays.

AU MÉPRIS DE LA PERSONNE HUMAINE

Les premières victimes de ce déni de droit sont les plus vulnérables : les femmes, à qui sont refusés le respect de leur corps et l'éducation ; les enfants, exploités dans des conditions de travail insalubres et privés eux aussi du droit à l'éducation ; les petits paysans sans terre, dans l'impossibilité de nourrir leur famille ; les populations tribales souvent considérées comme arriérées ; les sujets des régimes autoritaires, exclus de la participation à la vie politique ; les migrants, fantômes en transit dans le no man's land du droit ; et cette liste n'est pas exhaustive.

DES VISAGES DERRIÈRE DES CHIFFRES ACCABLANTS

En 2010, on compte 925 millions d'hommes, de femmes et d'enfants, qui n'ont pas accès à une alimentation suffisante, soit 1 personne sur six. Près de 1 milliard d'êtres humains ne disposent pas d'eau potable et 2,6 milliards d'un assainissement de base. Plus de 40 millions de travailleurs sont privés de tous droits sociaux dans les « zones franches » de 130 pays pauvres. Ce sont 200 millions d'enfants, selon le Bureau international du travail, qui sont astreints à un travail dangereux pour leur santé physique ou psychique. Quant au nombre exact de personnes torturées, il est difficile à calculer, car la torture se pratique dans le secret, sans autres témoins que ceux qui en sont complices.

UNE SOURCE UNIQUE

Déni du droit à la vie, traitements inhumains ou dégradants, esclavage et travail forcé, violation du droit à la liberté, à la sûreté et à un procès équitable, violation du respect de la vie privée et familiale, privation de la liberté de pensée et d'expression, de conscience et de religion, discrimination, interdiction de circuler librement, expulsions collectives

d'étrangers : tous ces manquements graves et fréquents, repérés et parfois sanctionnés, ont une seule et unique source : le mépris de « la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine » proclamé par la Déclaration des droits de l'homme. Il entraîne la violation du droit de milliards de personnes à être reconnues comme acteurs de leur destin et coresponsables de notre avenir commun.

LES PEUPLES DES NATIONS UNIES ONT PROCLAMÉ LEUR FOI DANS LES DROITS FONDAMENTAUX DE L'HOMME, DANS LA DIGNITÉ ET LA VALEUR DE LA PERSONNE HUMAINE.

DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME, 10 DÉCEMBRE 1948

Comment l'AHRC défend-elle les droits humains ?

Francis Bijo : Nous offrons à ceux qui travaillent sur le terrain un lieu où formuler leurs idées, où écrire et lancer des appels aux autorités étrangères. Nous publions et diffusons leurs écrits. Nous utilisons énormément Internet, qui nous permet de constituer une base de données alimentée par les Asiatiques eux-mêmes, ce qui crédibilise les témoignages que nous faisons ressortir. En Chine, où il est impossible de s'opposer frontalement au gouvernement, nous pratiquons la « coopération

critique » avec des juges, des procureurs ou des universitaires qui poussent au changement. Nous suivons les enquêtes et les procédures en cours et nous faisons en sorte qu'elles soient plus efficaces. **Êtes-vous optimiste ?** **Francis Bijo :** Nous travaillons avec des personnes qui sont en position de faire changer les choses et il faut reconnaître que ça change en Chine. Le pays s'est engagé dans une lutte contre la corruption dont l'Inde est encore loin. Dans l'histoire de l'humanité, la répression et la terreur n'ont qu'un temps. Alors oui, je suis optimiste, à terme.

Qu'est-ce qui caractérise l'état des droits humains en Asie ?

Francis Bijo, Responsable Asie du Sud : l'absence de dialogue démocratique réel. Dans une majorité d'États, le pouvoir maintient son autorité par la peur, la violence et la torture, et la loi l'assure de l'impunité. Bien entendu, les droits humains sont aussi violés pour satisfaire les appétits économiques, comme au Cambodge où l'accaparement des terres est un énorme problème, ou en Inde où un programme de 3500 barrages a entraîné le déplacement de 3,2 millions de personnes.



FRANCIS BIJO RESPONSABLE ASIE DU SUD

ASIAN HUMAN RIGHTS COMMISSION : « OPTIMISTE, À TERME ».

NOTRE
RÉPONSE

TENDRE LA MAIN ET DÉFENDRE LES DROITS

En appuyant les organisations de terrain qui aident les victimes, alertent sur leur sort et interpellent les instances de gouvernance, le CCFD-Terre Solidaire combat toutes les violations des droits fondamentaux, en partenariat avec les associations locales, qui défendent notamment, les femmes et les enfants, les travailleurs ou les intouchables d'Inde.

PROTÉGER LES DROITS DES FEMMES ET DES ENFANTS À L'INTÉGRITÉ ET À L'ÉDUCATION

Le tourisme sexuel touche tous les pays d'Asie du Sud-Est. Pour le combattre, le CCFD-Terre Solidaire a soutenu le Centre pour la protection des droits des enfants. Il a réussi à créer dans le delta du Mékong un large réseau de coopération, afin d'éliminer le trafic transfrontalier des enfants et des femmes.

DÉFENDRE LES TRAVAILLEURS DES ZONES DE NON-DROIT

Exploités dans des conditions inhumaines par des sous-traitants sans scrupules dans les zones de non-droit, les travailleurs du Nicaragua ne sont pas seuls : la JOC Nicaragua, partenaire du CCFD-Terre Solidaire, les forme, les informe de leurs droits et les aide à s'organiser. En France, le collectif Éthique sur l'étiquette relaie leur combat et lutte pour le respect des droits des travailleurs du textile : interdiction du travail forcé et du travail des enfants ; liberté syndicale, droit d'organisation et de négociation collective ; respect d'un salaire minimum, d'une durée maximale du travail et des normes de santé et de sécurité ; non discrimination.

AUCUN ÊTRE HUMAIN NE DOIT ÊTRE INTOUCHABLE

En Inde, bien que la constitution interdise la discrimination fondée sur la religion, le sexe ou la caste, 170 millions d'intouchables, les dalits, sont privés de tout droit, y compris celui de posséder des terres et des moyens de production. C'est un sixième de la population indienne qui est ainsi confinée, à quelques exceptions près, dans les métiers dégradants. Le CCFD-Terre Solidaire soutient depuis 1998 la plate-forme National Campaign on Dalit Human Rights (NCDHR), qui vise à rendre justice aux dalits, à sensibiliser la société civile et à rendre l'État indien responsable des violations des droits de l'homme commises à l'encontre des dalits.



Niger / Mali / Cameroun / Congo / Libéria / Sénégal / Gambie La Maison du migrant

Nigériens, Maliens, Camerounais, Congolais, Libériens, Sénégalais, Gambiais : les candidats à l'immigration viennent de toute l'Afrique, poussés par le désir de mieux vivre. Sur le chemin du départ, ils viennent rarement à la Maison du migrant dont la mission est de les sensibiliser à ce qui les attend : l'Europe a fermé ses frontières et confié le « sale boulot » du refoulement à quelques États méditerranéens, qui les abandonnent dans des zones de non-droit, comme à Tinzaouaten, ce no man's land au nord du Mali, que ne revendiquent ni l'Algérie, ni la Lybie, ni le Mali. Les plus chanceux sont ramenés à Gao, au nord du Mali, dans les convois de la Croix-Rouge. Ils sont une centaine par mois, plus que la Maison ne peut en accueillir, à venir y chercher un hébergement de quelques jours, un accompagnement dans leurs démarches et une aide au retour.

L'Europe a fermé ses frontières et confié le « sale boulot » du refoulement à quelques États.

Accueillir ceux dont personne ne veut

Comme l'indique la pancarte au-dessus de la porte d'entrée, la Maison du migrant est ouverte « pour l'accueil, l'écoute, l'accompagnement et la sensibilisation de tous les migrants ». Deux enseignes – coiffure et restaurant – portent comme une promesse de dignité après les traitements qu'ils ont subis. Fondée en 2009, avec le soutien du CCFD-Terre Solidaire, par Anselm Mahwera, jeune père blanc tanzanien, en lien avec des associations de Gao, la Maison du migrant ne se contente pas de tendre la main. Elle agit comme médiateur auprès des pouvoirs publics et comme relais entre les associations du Sud du Maghreb et des pays du Sahel qui accueillent et restaurent la dignité de ces hommes et ces femmes dont personne ne veut.

Nos réussites

- **AU SRI LANKA, APRÈS DES ANNÉES DE PRESSION SUR LE GOUVERNEMENT, LA LOI A FINI PAR RECONNAÎTRE LA CITOYENNETÉ SRI LANKAISE AUX TRAVAILLEURS TAMOULS DES PLANTATIONS DE THÉ.**
- **EN ROUMANIE, LA PRÉSENCE DE MÉDIATRICES SANITAIRES A PERMIS À DE TRÈS NOMBREUX ROMS D'EXERCER LEUR DROIT À LA SANTÉ.**

NOS PROJETS

33%

des initiatives engagées en 2009 se rapportaient aux droits légaux et humains, pour une somme de plus de 4 millions d'euros.

1800 élèves

ont bénéficié d'un soutien scolaire et 1 100 jeunes ont reçu une formation professionnelle au Liban, de 2006 à 2009.

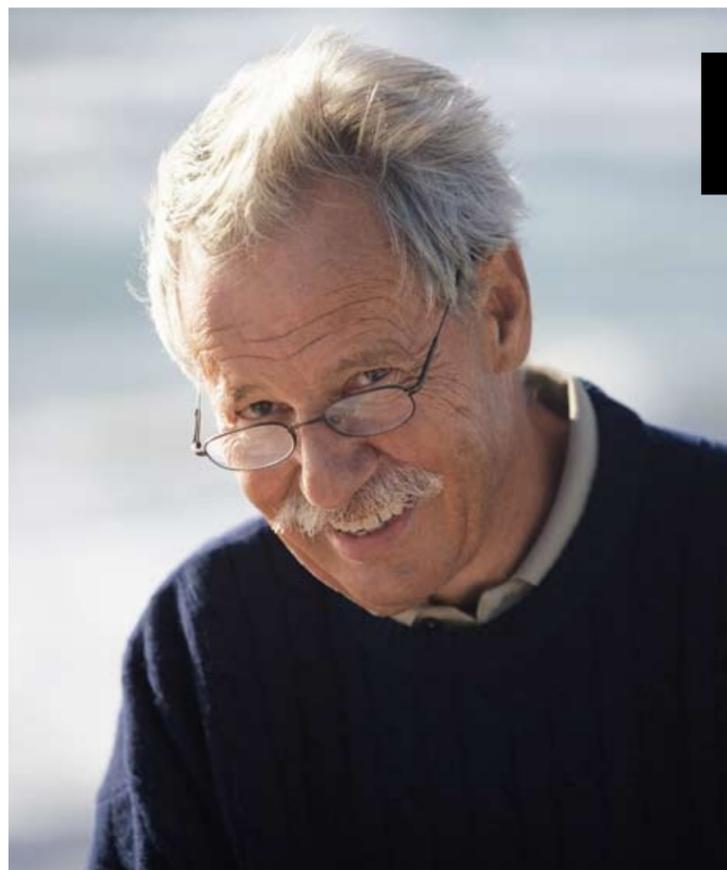
70 femmes

survivantes du conflit armé au Guatemala ont osé dénoncer les violences subies pendant 25 ans.



DANS UN MÊME ÉLAN

Don de son temps ou de son argent, participation ponctuelle ou engagement de long terme, décision d'un instant ou longuement mûrie, motivation chrétienne ou rencontre sur des valeurs humanistes : toutes les raisons et les manières de s'engager, toutes les croyances sont respectées au CCFD-Terre Solidaire. Car toutes portent l'espérance d'un monde de justice et se retrouvent dans une même chaleur humaine partout en France.



MICHEL

JE SUIS DONATEUR DEPUIS PLUS DE 15 ANS

J'ai toujours été révolté devant le spectacle d'un monde à deux vitesses. Pour avoir vécu en Afrique, je sais les efforts incroyables que déploient les populations démunies, pour essayer de changer leur vie, dans des conditions souvent très difficiles. J'ai tout de suite été convaincu par la façon d'agir du CCFD-Terre Solidaire, qui favorise les initiatives locales sans jamais « faire à la place » des personnes. Je suis convaincu qu'un monde plus conforme aux valeurs humaines et à l'Évangile est possible, et j'y contribue depuis plus de 15 ans comme donateur. N'ayant que peu de temps pour m'investir, c'est ma façon de faire progresser l'espérance.

MONIQUE

J'INTERPELLE LES RESPONSABLES POLITIQUES

Je suis membre d'une équipe d'une dizaine de personnes qui fait vivre les campagnes d'opinion du CCFD-Terre Solidaire et qui interpelle nos hommes et femmes politiques : au moment des « régionales », nous avons interrogé les têtes de liste sur le thème de la responsabilité sociale des entreprises. À l'occasion des élections européennes, nous avons invité les partis à débattre sur les paradis fiscaux, et nous avons obtenu que certains candidats s'engagent à porter nos propositions à Bruxelles. Dans le cadre d'Éthique sur l'étiquette, nous avons apostrophé les grandes surfaces et lancé une pétition contre l'exploitation des travailleurs du textile.



CÉCILE

JE PARTICIPE À LA SENSIBILISATION DES JEUNES

Tous les mois, je représente les régions Nord-Pas-de-Calais, Champagne-Ardenne et Picardie à la Commission nationale d'éducation au développement du CCFD-Terre Solidaire. Nous donnons notre avis sur les supports d'éducation (brochures, jeux...) et nous réfléchissons à la meilleure façon de sensibiliser les jeunes à l'enthousiasme et à l'engagement de nos partenaires. Je connais bien la question : en 2006, j'ai organisé un rassemblement « Bouge ta planète » avec 500 jeunes. En 2008, 800 jeunes, de 6 à 15 ans, ont réfléchi et travaillé sur les conditions inhumaines de la production des jeans.

LUC

J'ORGANISE DES ANIMATIONS DANS LES LYCÉES

Quand j'ai rencontré le CCFD-Terre Solidaire, j'ai compris que d'autres se posaient les mêmes questions que moi sur le développement et que je pouvais m'engager sans mettre mes convictions de côté, sans les imposer aux autres. Aujourd'hui, je coordonne les activités d'éducation au développement sur mon secteur et j'interviens en milieu scolaire, sur des thèmes définis avec les enseignants. 200 jeunes d'un lycée public étaient présents, à l'occasion d'une journée sur la solidarité internationale : nous étions les seuls, avec Amnesty International, à proposer des animations.

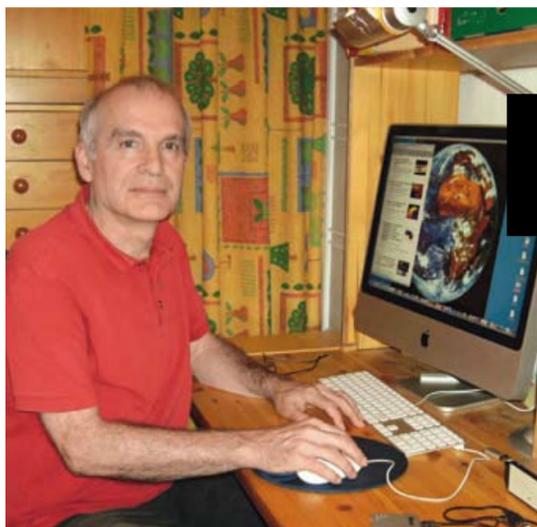


MARIE

LES PETITES TÂCHES QUI FONT QUE TOUT FONCTIONNE

Depuis 2007, je gère la trésorerie de la délégation diocésaine du Finistère du CCFD-Terre Solidaire : j'encaisse les dons, surtout pendant le Carême, et je règle les frais de fonctionnement de la délégation. J'assure aussi des permanences : je réponds au téléphone, aux courriels, aux demandes de documents. Depuis que je suis en retraite, j'ai plus de liberté pour m'y consacrer. L'amitié et le dynamisme de la délégation du Finistère comptent beaucoup pour moi. Nous sommes 17, et avec les mouvements et services d'Église, plus les délégués des équipes locales au moment du Carême, nous sommes entre 40 et 60 pour les assemblées diocésaines.





PIERRE
MON ENGAGEMENT
C'EST MON CLAVIER

J'ai compris que le développement exige un long travail dans l'ombre : il faut véhiculer l'information, pour que le grand public s'y intéresse, pour allumer une flamme d'espérance. Depuis 2008, je fais mon métier de journaliste engagé dans mes trois blogs (www.lepost.fr/perso/biere/, *bière2008* et *bière2010*), où j'interviens quotidiennement sur les questions de développement et d'écologie. « Relayeur d'infos utiles », je diffuse notamment celles que je reçois du CCFD-Terre Solidaire. J'interviens aussi sur le réseau cyberacteurs.org. Et je lance des pétitions, comme récemment auprès du PDG d'Adidas pour qu'il respecte les engagements pris en Indonésie vis-à-vis des ouvriers.

FLORENCE

J'INVENTE DES FAÇONS INATTENDUES
D'INTERPELLER LES GENS

En février dernier, au début des soldes, nous avons organisé une « braderie de travailleurs du textile » devant un centre commercial. Nous étions une dizaine, le visage caché par un masque blanc, penchés sur nos machines à coudre. Et l'un de nous criait : « Travailleurs pas chers ! Qui veut mes travailleurs ? » Des gens sont venus discuter avec nous. Et c'est ce que nous souhaitons : les interpeller, créer un contact, les perturber. C'est clair qu'il faut un peu se faire violence pour se mettre en scène ainsi. Les « stunts », comme nous appelons ces actions de rue, ne sont jamais évidents, mais comme nous sommes une quarantaine de jeunes dans la même fac à être au CCFD-Terre Solidaire, ça donne du courage et l'ambiance est super.



JOËL

J'INVESTIS DANS
L'ÉPARGNE SOLIDAIRE

En découvrant l'épargne solidaire Faim et Développement, j'ai trouvé une façon d'investir mon argent dans des entreprises éthiques et d'apporter ma pierre au développement : je partage en effet une partie de mes gains avec le CCFD-Terre Solidaire. Ma première souscription au Fonds commun de placement Faim et Développement date de 1998 et plus de dix ans après, je suis heureux que mon argent aide des personnes pauvres à créer leur entreprise, à travailler et à vivre chez elles. Si je ne devais garder qu'un seul placement, ce serait celui-ci.



DERRIÈRE LES MOTS

1. BIEN MAL ACQUIS (VOIR PARADIS FISCALIX)

« Biens mal acquis ne profitent jamais » ? Pourtant, les fonds publics illégalement acquis profitent largement aux hommes politiques du Sud qui les ont détournés à leur profit. Le CCFD-Terre Solidaire a dénoncé les Biens mal acquis dans deux rapports, qui ont permis d'intenter des poursuites.

2. COMMERCE ÉQUITABLE

Le commerce équitable est un système d'échange visant à assurer des revenus décents aux paysans de pays en développement et ce par des relations de solidarité directe avec les consommateurs du Nord.

3. DETTE

En 1999 et en 2005, les pays du G8 ont promis d'alléger la dette des pays les plus pauvres. À ce jour, seule une vingtaine de pays sont concernés, et à hauteur de 4% seulement de leur dette extérieure.

4. DÉVELOPPEMENT (SENS DU)

Le développement, ce n'est pas un taux de croissance à deux chiffres. Mais la capacité à affranchir tous les hommes de toutes les formes de misère et de servitude, et leur permettre de réaliser tout leur potentiel créatif et spirituel.

5. DOCTRINE SOCIALE DE L'ÉGLISE

L'Église se préoccupe depuis longtemps de la réalité sociale : sa doctrine a été définie entre autres par les encycliques *Rerum Novarum* (Léon XIII, 1891), *Populorum Progressio* (Paul VI, 1967) et *Deus Caritas Est* (Benoît XVI, 2009) qui inspirent les valeurs du CCFD-Terre Solidaire : destination universelle des biens ; nécessité de prendre les décisions près du terrain ; solidarité ; dignité humaine ; vérité, liberté et justice...

6. ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

L'économie sociale et solidaire ne vise pas seulement à « produire » mais à soutenir des projets de transformation sociale. Elle applique les principes d'égalité des personnes (1 homme = 1 voix), de solidarité, et elle milite pour l'indépendance économique des acteurs.

7. ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT

L'éducation au développement consiste à sensibiliser nos concitoyens à la réalité du monde et aux possibilités d'agir pour le développement. C'est un acte pédagogique qui souligne l'interdépendance des pays et des peuples, la diversité et la créativité des organisations de la société civile et le rôle pivot du travail en partenariat.

8. ÉPARGNE SOLIDAIRE (VOIR FINANCE SOLIDAIRE)

Mettre de l'argent de côté et faire bénéficier à d'autres d'une partie de ses intérêts ? C'est le principe de l'épargne solidaire, inventé en France par le CCFD-Terre Solidaire, en 1983. Aujourd'hui, nous proposons une gamme de produits qui offre à chacun la possibilité de vivre son rapport à l'économie de manière solidaire et humaniste.

9. ÉTHIQUE

L'éthique, c'est la morale en action. Il ne suffit pas de proclamer des principes. Il faut les traduire dans les faits. Le CCFD-Terre Solidaire milite pour que les principes de justice, de dignité de la personne humaine et de solidarité envers les plus démunis, soient pris en compte par les entreprises, les gouvernements et les instances internationales.

10. FORUM SOCIAL MONDIAL

Alternative sociale au Forum économique mondial de Davos (Suisse), le Forum social mondial, élabore une autre vision du développement autour du respect de toutes les dimensions de la personne humaine. Le CCFD-Terre Solidaire y est présent depuis l'origine et y joue un rôle actif.

11. G20

Le G20 se compose de 19 pays développés et émergents, et de l'Union européenne. Il représente les deux tiers de la population du monde, 85% de son commerce et plus de 90% de son PIB. Le CCFD-Terre Solidaire ne le considère pas comme une instance légitime, car il exclut de la discussion, les autres pays membres des Nations unies.

12. GOUVERNANCE

La gouvernance mondiale désigne l'ensemble des règles qui régissent les relations entre les pays. Éclatée entre l'ONU, les institutions internationales (FMI, Banque mondiale, OMC) et les traités internationaux, elle est aux mains de quelques pays. Le CCFD-Terre Solidaire milite en faveur d'une nouvelle gouvernance mondiale intégrant l'ensemble des pays et basée sur les droits humains.

13. LES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT (OMD)

Il s'agit de 8 objectifs que les 189 pays membres de l'ONU se sont donnés en septembre 2000. Ils visent à réduire de moitié la pauvreté, d'ici à 2015. Une décennie a passé et la situation mondiale ne s'améliore pas.

14. MALNUTRITION (VOIR SOUS-NUTRITION)

La malnutrition désigne un état pathologique causé par une alimentation inadaptée aux besoins (apport calorique insuffisant ou excessif) ou de mauvaise qualité. Elle affecte 2 milliards de personnes.

15. MICROCRÉDIT

Le microcrédit consiste à attribuer des prêts de faible montant à des entrepreneurs qui ne peuvent accéder au circuit bancaire classique, afin de leur permettre de concrétiser des projets économiques. Il crée une relation égalitaire, contractuelle et responsable entre le prêteur et l'emprunteur.

16. PARADIS FISCALIX

Les paradis fiscaux sont des territoires définis, selon l'OCDE, par :
– les impôts insignifiants ou inexistants ;
– l'absence de transparence sur le régime fiscal ;
– l'absence d'échanges d'informations fiscales et financières avec d'autres états.
Vivant des recettes que leur procure l'argent, ils facilitent l'évasion fiscale, le blanchiment de l'argent du crime et de la corruption, et la dissimulation des avoirs publics détournés par les dictateurs des pays du Sud.
À l'occasion de la présidence française du G20 en 2011, le CCFD-Terre Solidaire a lancé une campagne de mobilisation pour mettre un terme aux paradis fiscaux. Rejoignez-nous sur aidonslargent.org.

17. PARTENARIAT INTERNATIONAL

Il est au cœur de la vision du CCFD-Terre Solidaire. Il repose sur la conviction que les hommes et les femmes du Sud et de l'Est sont les mieux placés pour concevoir et mener leurs projets et que la convergence de leurs initiatives et de notre appui est source d'efficacité et porteuse d'humanité.

18. PLAIDOYER

C'est un des leviers d'action du CCFD-Terre Solidaire, qui dénonce les injustices et les inégalités auprès des responsables politiques et économiques, et fait des propositions pour faire évoluer les lois vers plus de respect de l'être humain et de son environnement.

19. RESPONSABILITÉ SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE DES ENTREPRISES (RSEE)

Droits des travailleurs, liberté syndicale, environnement... Il faut exiger que les entreprises, au premier rang desquelles les multinationales des pays occidentaux, s'engagent ou soient contraintes à respecter et même faire progresser leur responsabilité sociale et environnementale.

20. SOUS-NUTRITION (VOIR MALNUTRITION)

La sous-nutrition, ou sous-alimentation, est l'état pathologique d'une personne qui ne reçoit pas suffisamment d'apports nutritifs pour compenser ses dépenses énergétiques. Selon la FAO, 925 millions de personnes souffraient de sous-alimentation en 2010.

21. SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Dès l'origine le CCFD-Terre Solidaire a compris que la victoire sur la faim nécessite que chaque pays soit maître de ses priorités en termes de politique agricole et d'approvisionnement alimentaire. C'est le pilier de toute action contre la faim et la misère.

**VOUS AUSSI, REJOIGNEZ LE CCFD-TERRE SOLIDAIRE PARTOUT EN FRANCE !
TOUTES LES COORDONNÉES DE NOS ÉQUIPES SUR ccfd-terresolidaire.org**